

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 31 (1994)
Heft: 1175

Artikel: L'internationale des centres d'information
Autor: Gavillet, André
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1009497>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 29.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Une certaine Afrique

RÉFÉRENCES

Bessie Head, *La Femme qui collectionnait des trésors*, traduit de l'anglais par Daisy Perrin, Zoé, Genève, 1994; premier volume d'une collection, «Littératures d'émergence», lancée par l'éditrice genevoise.

Nulle bonne fée au berceau de Bessie Head. Elle est née en Afrique du Sud des amours d'une jeune fille blanche avec un garçon d'écurie noir; la famille fit enfermer la mère dans un asile psychiatrique et l'enfant fut confiée à un orphelinat. Ce qui n'empêcha pas Bessie Head de devenir journaliste avant de devoir s'exiler dans un village du Botswana — on souhaiterait en savoir davantage sur l'éducation qu'elle reçut ou parvint à se donner, pour surmonter le handicap de sa naissance.

La Femme qui collectionnait des trésors est un témoignage plein d'intérêt sur le Botswana (Etat indépendant depuis 1966). Sur la coexistence des cultures: le pays a été évangélisé mais la vieille religion est toujours vivante avec ses sorciers vénérés, ses jeteurs de sort, la survivance des crimes rituels. Sur le sort des femmes, dont beaucoup se donnent à un homme dans l'espoir de se faire épouser parce qu'elles sont enceintes. Sur les mœurs, mélange de rigorisme et de liberté.

La vue du monde que proposent les personnages est sans illusion: «*le monde serait toujours fait de confusion et de douleur*». Ou encore, à propos d'un adolescent tué par un chauffard:

Mais il s'avéra que le conducteur du camion n'avait ni frein ni permis de conduire dans son

véhicule. Il appartenait à la nouvelle classe de fonctionnaires riches dont les salaires avaient augmenté de façon spectaculaire depuis l'Indépendance. Ils se devaient d'avoir des voitures pour montrer leur nouveau rang social, n'importe quelle voiture, pourvu que ce soit une voiture; ils étaient tellement pressés à propos de tout et de rien qu'ils ne pouvaient pas s'embarrasser d'apprendre à conduire. Et ainsi le progrès, le développement, le souci du statut social et du niveau de vie firent leur apparition pour la première fois dans le village. Cela ressemblait à une vilaine histoire dans laquelle de nombreux corps décapités gisaient sur la route principale...

Mais il y a aussi dans ce monde des hommes et des femmes dont la vie est guidée par ces valeurs que sont la bonté, l'honnêteté, le sentiment de la dignité humaine, le respect mutuel entre mari et femme. Ainsi «la femme qui collectionnait des trésors» (ce sont des gestes de bonté et des signes d'amour) ou le héros du récit «La Chasse», «*incapable d'infliger une souffrance à la vie*».

L'intéressant est que leur comportement doit peu, semble-t-il, à la tradition (la vieille religion ne connaissait que la Loi) ou à l'évangélisation. On pourrait donc parler, à propos des plus beaux de ces récits, d'un humanisme laïque. C'était sans doute, pour l'auteur, le vrai progrès.

Jean-Luc Seylaz

L'internationale des centres d'information

CI NEWS

Abonnement: 30 fr.
Adresse: Centre-Info,
Stalden 30, 1700 Fribourg.
Tél. 037/22 06 14.

(ag) Derrière n'importe quel produit, il y a, invisible sous la matière première transformée, du travail humain. Les labels de qualité ne renseignent jamais sur les conditions de ce travail. Mais le consommateur est plus soucieux qu'on ne l'imagine de savoir «à quel prix» la marchandise commercialisée a été produite. Les entreprises sont elles sensibles à leur image de marque. L'impact contre-publicitaire est tel qu'il vaut mieux veiller à ne pas se faire coller une réputation d'esclavagiste. D'autre part les investisseurs, tels les fonds de placement et les caisses de pension, notamment aux Etats-Unis, retiennent comme critères de leur choix, outre le rendement, la politique sociale ou écologique de l'entreprise. Des analystes, dont l'influence va grandissant, renseignent sur ces aspects.

En Suisse, Pier Luigi Giovannini anime Centre-Info, créé en 1990. Il confirme son implantation en annonçant dès l'automne

1994 la sortie d'un bulletin trimestriel d'information: *CI News*.

On est frappé en observant l'évolution de Centre-Info de voir se constituer un véritable réseau international, d'une part dans les pays à activité financière forte et d'autre part dans les sociétés ou les associations industrielles qui émettent des directives non contraignantes pour leurs membres concernant la sécurité ou l'écologie.

A partir de là, il est possible de travailler de manière plus serrée. Ce que les sociétés promettent fait partie peut-être de leurs relations publiques, mais aussi de leur engagement. On peut donc les prendre au mot!

La publicité qui est une des formes du capitalisme avancé peut être utilisée aussi comme une arme pour le faire évoluer.

Tout membre du conseil d'administration d'une caisse de pension devrait exiger que soient utilisés les travaux de Centre-Info, d'autant plus que la prise en compte des critères sociaux et écologiques n'est pas incompatible avec la qualité du rendement, comme le montre une étude de la rentabilité de 400 actions choisies selon des critères sociaux et écologiques. ■